

Prêt FMI-UE-Banque mondiale de 20 milliards d'euros à la Roumanie

BUCAREST (AFP) - La Roumanie est arrivée à un accord avec le Fonds monétaire international (FMI), l'Union européenne et la Banque mondiale sur un prêt d'environ 20 milliards d'euros sur deux ans, a indiqué mercredi à Bucarest un responsable du Fonds, Jeffrey Franks.



© AtlasVista

Logo du Fonds monétaire international (FMI) (© AFP - Brendan Smialowski)

Sur ce montant, 12,9 milliards d'euros viendront du FMI, 5 milliards de l'UE, entre 1 et 1,5 milliard de la Banque mondiale et la différence de plusieurs autres bailleurs de fonds, dont la Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD), a précisé M. Franks.

Selon des sources proches des négociations, l'argent du FMI sera utilisé pour couvrir les réserves en devises de la Banque centrale, tandis que le prêt de l'UE permettra à Bucarest de financer le déficit budgétaire.

La réduction du déficit public, qui s'était élevé à 5,28% du PIB en 2008, figure d'ailleurs parmi les conditions accompagnant ce prêt.

"Le gouvernement roumain ne peut plus se permettre le luxe d'un déficit important", a souligné M. Franks.

A moyen terme, le Fonds souhaite en outre une "réforme du système des salaires dans le secteur public", dont la facture a doublé ces quatre dernières années, ainsi que du système des retraites, qui exerce une "pression énorme" sur le budget.

Les conditions imposées à la Roumanie sont "ambitieuses mais réalistes" et "adaptées au pays", a estimé M. Franks.

Un premier versement du prêt du FMI, d'un montant de 5 milliards d'euros, devrait être effectué "d'ici quelques mois", le temps pour le conseil d'administration d'approuver cet accord, a-t-il précisé.

La délégation du FMI doit quitter Bucarest mercredi pour se rendre à Vienne où elle s'entretiendra "jeudi avec les principales banques étrangères opérant en Roumanie pour obtenir leur soutien", a indiqué M. Franks.

Durement touchée par la crise économique, la Roumanie est le 3e pays membre de l'UE, après la Hongrie et la Lettonie, à avoir recours à un tel plan de sauvetage.